



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

SNCF

Question au Gouvernement n° 4043

Texte de la question

SITUATION DE LA SNCF

M. le président. La parole est à M. Thierry Mariani, pour le groupe Les Républicains.

M. Thierry Mariani. Monsieur le Premier ministre, alors que le pays est littéralement asphyxié par les grèves depuis plusieurs semaines, on est en droit de se demander combien la fin de la grève à la SNCF coûtera à l'État, et donc au contribuable français.

Car votre gouvernement lâche. Il lâche les usagers pris en otage au milieu d'une bataille qui ne les concerne pas ; vous parlez d'un hasard du calendrier entre la loi Travail et les négociations internes, mais la réalité, c'est ce que les Français subissent ! Votre gouvernement lâche le président de la SNCF, à qui vous avez forcé la main la semaine dernière en imposant un relevé de décision allant largement dans le sens des revendications des syndicats réformistes, et ne préparant absolument pas la SNCF à l'ouverture inévitable à la concurrence.

M. Sylvain Berrios. Manipulation !

M. Thierry Mariani. Enfin, votre gouvernement lâche face aux demandes de la CGT ; et cela ne suffit même pas, puisque la grève continue !

M. Jacques Myard. Scandaleux.

M. Thierry Mariani. La triste réalité, c'est que votre gouvernement semble n'avoir aucune ligne directrice et naviguer à vue.

Mme Marie-Christine Dalloz. Très bien !

M. Jacques Myard. Il n'est plus sur les rails !

M. Thierry Mariani. La conséquence, c'est que vous avez fait, en coulisse, de nouveaux cadeaux. Des cadeaux pour le moins incongrus, puisqu'ils récompensent des efforts auxquels le Gouvernement a finalement renoncé sous la pression de syndicats qui ne représentent qu'une minorité de salariés. D'un côté, vous n'avez plus de majorité à l'Assemblée ; de l'autre, vous êtes contraints de céder à la pression des syndicats. Voilà la réalité du jour !

M. Christian Jacob. Eh oui !

Mme Marie-Christine Dalloz. Très bien !

M. Thierry Mariani. À la veille du début de l'Euro, l'image de la France bloquée par une minorité renvoie une nouvelle fois une image désastreuse de notre pays.

M. Claude Goasguen. C'est le début de la fin !

M. Thierry Mariani. Alors qu'il subit la galère des transports, c'est le contribuable français qui devra payer demain pour la faiblesse de votre gouvernement. Ma question est donc simple et concrète : à combien s'élèvera la facture de la sortie de grève pour nos concitoyens ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

M. Bernard Accoyer. Et c'est sans compter les milliards de cadeaux !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche.

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État chargé des transports, de la mer et de la pêche. Monsieur Mariani, le Gouvernement peut reprendre vos propos sur un point : à ce jour, et compte tenu des négociations, la poursuite de la grève est incompréhensible. Tout comme l'est, d'ailleurs, la grève qui s'annonce à Air France, alors que l'Euro va débiter. (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Bernard Accoyer. Réquisitionnez !

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État. Quel est le contenu de l'accord qui a été passé ? Je mets au défi l'ancien ministre des transports que vous êtes, monsieur Mariani...

M. Christian Jacob. C'était un autre talent !

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État. ...de trouver dans le dispositif de la SNCF proprement dite une autre disposition que celles que vous avez tolérées pendant dix ans. Il n'y a aucune facture nouvelle. (*Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Sylvain Berrios. Et la reprise de la dette ?

M. Alain Vidalies, secrétaire d'État. Nous pourrions continuer le débat, puisqu'il est nourri.

En réalité, les améliorations se trouvent dans l'accord de branche, qui concerne aussi des entreprises privées, que je veux ici remercier d'avoir accepté d'améliorer la situation de leurs salariés. Vous pouvez vous adresser à elles si vous estimez qu'elles ont trop fait. Au-delà des postures, chacun doit comprendre que le rapprochement, en matière de compétitivité, entre le privé et l'entreprise publique est effectivement au rendez-vous, et que l'objectif, partagé par le Gouvernement, est d'améliorer la situation des salariés du privé. C'est peut-être là que réside la différence entre vous et nous. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

M. Christian Jacob. Combien cela va-t-il coûter ?

Données clés

Auteur : [M. Thierry Mariani](#)

Circonscription : Français établis hors de France (11^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4043

Rubrique : Transports ferroviaires

Ministère interrogé : Transports, mer et pêche

Ministère attributaire : Transports, mer et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juin 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juin 2016](#)